

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale

NOR : ...

DECRET

relatif à la fusion des corps de secrétaires administratifs du ministère de l'éducation nationale

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 83-1033 du 3 décembre 1983 modifié portant statuts particuliers des corps de l'administration scolaire et universitaire et fixant les dispositions applicables à l'emploi de secrétaire général d'administration scolaire et universitaire ;

Vu le décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B ;

Vu le décret n° 94-1017 du 18 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues ;

Vu le décret n° 2005-1191 du 21 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la notation de certains fonctionnaires du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, modifié par les décrets n° 2005-1525 du 5 décembre 2005 et n° 2006-1732 du 23 décembre 2006 ;

Vu le décret n° 2006-257 du 3 mars 2006 fixant les conditions d'intégration des agents titulaires et de titularisation des agents non titulaires de la collectivité départementale de Mayotte et des établissements publics administratifs de Mayotte dont les missions relèvent des ministres chargés de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur dans des corps de catégories A, B et C de la fonction publique de l'Etat, modifié par le décret n° 2006-1732 du 23 décembre 2006 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel du ministère de l'éducation nationale en date du

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

DECRETE

Article 1^{er}

Il est créé un corps de secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, régi par les dispositions des décrets n^{os} 94-1016 et 94-1017 du 18 novembre 1994 susvisés. Sa gestion est assurée par le ministre chargé de l'éducation nationale.

Article 2

Sont directement intégrés, pour la constitution initiale du corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, les secrétaires administratifs d'administration centrale et les secrétaires d'administration scolaire et universitaire du ministère de l'éducation nationale.

Les intéressés sont reclassés à identité de grade et d'échelon, avec conservation de l'ancienneté d'échelon acquise.

Ils conservent le bénéfice des réductions d'ancienneté accordées dans leur ancien corps.

Les services accomplis dans les corps des secrétaires administratifs d'administration centrale et des secrétaires d'administration scolaire et universitaire du ministère de l'éducation nationale sont assimilés à des services accomplis dans le corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Article 3

I. – Les fonctionnaires appartenant au corps des secrétaires administratifs d'administration centrale ou au corps des secrétaires d'administration scolaire et universitaire du ministère de l'éducation nationale et détachés dans l'autre de ces deux corps sont intégrés dans le corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. Ils sont classés dans ce dernier corps en prenant en compte leur situation dans le corps de détachement.

II. – Les fonctionnaires appartenant à un corps autre que l'un des deux corps mentionnés au I et détachés dans l'un de ces deux corps sont placés, pour la durée de leur détachement restant à courir, en position de détachement dans le corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. Ils sont classés dans ce dernier corps en prenant en compte leur situation dans le corps dans lequel ils étaient détachés.

III. – Les fonctionnaires mentionnés au I et au II conservent, dans le corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, le bénéfice des réductions d'ancienneté accordées dans le corps de détachement.

IV. – Les services accomplis en position de détachement dans le corps des secrétaires administratifs d'administration centrale ou dans le corps des secrétaires d'administration scolaire et universitaire du ministère de l'éducation nationale par les fonctionnaires mentionnés au I et au II sont assimilés à des services accomplis en détachement dans le corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Article 4

Les secrétaires administratifs d'administration centrale et les secrétaires d'administration scolaire et universitaire du ministère de l'éducation nationale stagiaires poursuivent leur stage dans le corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, en qualité de secrétaires administratifs stagiaires.

Article 5

Les concours d'accès au corps des secrétaires administratifs d'administration centrale du ministère de l'éducation nationale et au corps des secrétaires d'administration scolaire et universitaire du même ministère dont l'arrêté d'ouverture a été publié avant la date d'entrée en vigueur du présent décret se poursuivent jusqu'à leur terme. Les lauréats de ces concours, dont la nomination n'a pas été prononcée dans le corps auquel le concours donne accès avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, peuvent être nommés en qualité de secrétaires administratifs stagiaires dans le corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Les listes complémentaires établies par les jurys des concours mentionnés au premier alinéa peuvent être utilisées afin de pourvoir des emplois vacants dans le corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Article 6

Les agents contractuels recrutés en application de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée et qui ont vocation à être titularisés soit dans le corps des secrétaires administratifs d'administration centrale du ministère de l'éducation nationale, soit dans le corps des secrétaires d'administration scolaire et universitaire du même ministère, sont maintenus en fonctions et ont vocation à être titularisés dans le corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Article 7

Les tableaux d'avancement établis au titre de l'année 2009 pour l'accès aux grades de secrétaire administratif de classe exceptionnelle et de secrétaire administratif de classe supérieure des corps de secrétaires administratifs d'administration centrale et de secrétaires d'administration scolaire et universitaire du ministère de l'éducation nationale demeurent valables jusqu'au 31 décembre 2009 au titre du corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Article 8

I. – Jusqu'à l'installation de la commission administrative paritaire nationale du corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur créé par le présent décret, qui interviendra dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret ou dans les délais fixés par les dispositions du décret du 28 mai 1982 susvisé, les représentants des commissions administratives paritaires nationales du corps des secrétaires administratifs d'administration centrale du ministère de l'éducation nationale et du corps des secrétaires d'administration scolaire et universitaire du même ministère sont maintenus en fonctions et siègent en formation commune.

II. – Jusqu'à l'installation des commissions administratives paritaires académiques du corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur créé par le présent décret, qui interviendra dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret ou dans les délais fixés par les dispositions du décret du 28 mai 1982 susvisé, les représentants des commissions administratives paritaires académiques du corps des secrétaires d'administration scolaire et universitaire du même ministère sont maintenus en fonctions.

Article 9

Au 2° de l'article 1^{er} du décret du 3 décembre 1983 susvisé, les mots : « secrétaires d'administration scolaire et universitaire » sont remplacés par les mots : « secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ».

Article 10

Le décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

I. – A l'article 9-1, les mots : « secrétaires d'administration scolaire et universitaire » sont remplacés par les mots : « secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ».

II. – A l'annexe I, la mention : « secrétaires d'administration scolaire et universitaire » sont remplacés par la mention : « secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ».

Article 11

L'article 1^{er} du décret n° 94-1017 du 18 novembre 1994 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

I. – Au 3, il est ajouté la mention : « secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ».

II. – Au 4, la mention : « secrétaires d'administration scolaire et universitaire du ministère de l'éducation nationale » est supprimée.

Article 12

L'annexe du décret du 21 septembre 2005 susvisé est modifiée ainsi qu'il suit :

I. – Le 3° est abrogé.

II. – Au 10°, les mots : « secrétaires d'administration scolaire et universitaire » sont remplacés par les mots : « secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ».

Article 13

Aux tableaux de correspondance annexés au décret du 3 mars 2006 susvisé, les mots : « secrétaire d'administration scolaire et universitaire » sont remplacés par les mots : « secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ».

Article 14

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prend effet à compter du 1^{er} janvier 2009.

Fait à Paris, le

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale